

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2014 in Kraft.

Namur, den 24. Oktober 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/205947]

24 OKTOBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende het reglement van de hypothecaire leningen van de "Société wallonne de Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en de "Guichets du Crédit social" (Sociale Kredietloketten)

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse wetboek van huisvesting en duurzaam wonen, artikel 175.2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende goedkeuring van het reglement van de hypothecaire leningen van de "Société wallonne de Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en de "Guichets du Crédit social" (Sociale Kredietloketten), gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 oktober 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 oktober 2013;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. In de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende goedkeuring van het reglement van de hypothecaire leningen van de "Société wallonne de crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en de "Guichets du Crédit social" (Sociale Kredietloketten), gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2009 :

1. het eerste lid van punt 5 "Bedrag van de hypothecaire kredieten" wordt vervangen als volgt :

De maandelijkse aflossing van het hypothecair krediet mag niet hoger zijn dan één derde van het huidige maandelijkse netto-inkomen, zoals bepaald volgens de in punt 4 bedoelde berekening. Het kredietcomité van de "SWCS" (WMSK) kan echter van deze regel afwijken. Elke afwijking wordt gemotiveerd.;

2. het vierde lid van de begripsomschrijving van de "verkoopwaarde van het goed" van punt 3 "Begripsomschrijvingen" wordt vervangen als volgt :

"De waarde van 150.000 euro wordt verhoogd met 35 % in de gebieden met vastgoeddruk.;"

3. het tweede lid van titel 2 "110 % buiten levensverzekering" van punt 5 "Bedrag van de hypothecaire kredieten" wordt vervangen als volgt :

"De waarde van 150.000 euro wordt verhoogd met 35 % in de gebieden met vastgoeddruk.;"

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

Namen, 24 oktober 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205955]

15 JUILLET 2013. — Arrêté ministériel définissant les différentes catégories d'audit énergétique visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

Vu le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de Logement et de fonction publique, l'article 36bis;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement, article 4, § 3, article 5, § 2, alinéa 2 et article 32, alinéa 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 mai 2013;

Vu l'avis 53.394/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 juin 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par « arrêté », l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 novembre 2012 relatif à l'audit énergétique d'un logement.

Art. 2. § 1^{er}. L'audit énergétique d'un logement dont chacune des installations principales de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire est individuelle est dénommé « audit de type 1 ».

L'auditeur importe, pour réaliser l'évaluation de la situation existante visée à l'article 4, § 2, 1^o ou 2^o, de l'arrêté, les données d'un certificat établi au préalable, lorsqu'il dispose d'une copie du certificat ou de ses références.

Lorsque le logement est une maison unifamiliale ou un appartement et lorsque les éventuelles installations photovoltaïques et de ventilation hygiénique sont individuelles, l'auditeur établit le certificat du logement puis utilise ce certificat pour réaliser l'évaluation visée à l'article 4, § 2, 1^o ou 2^o, de l'arrêté.

§ 2. L'audit de type 1 contient et aborde comme suit les aspects visés à l'article 4, § 2, 1^o à 4^o, de l'arrêté :

1^o l'évaluation de la situation visée à l'article 4, § 2, 1^o ou 2^o, de l'arrêté, qui porte sur la performance énergétique globale du logement;

2^o les évaluations chiffrées des améliorations visées à l'article 4, § 2, 3^o et 4^o, de l'arrêté, qui sont basées sur la situation du logement visée à l'article 4, § 2, 1^o ou 2^o, de l'arrêté.

L'évaluation visée à l'article 4, § 2, 1^o ou 2^o, de l'arrêté contient un descriptif portant sur les éléments suivants :

- a) les parois déterminant le volume protégé et leurs modifications éventuelles;
- b) les systèmes de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire et de ventilation hygiénique, ainsi que leurs vecteurs énergétiques;
- c) les systèmes faisant appel à des sources d'énergie renouvelable.

§ 3. Le rapport d'audit de type 1 contient, le cas échéant, la référence du certificat visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

Art. 3. § 1^{er}. L'audit énergétique d'un appartement dont les installations principales de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire sont collectives est dénommé « audit de type 2 ».

L'auditeur importe, pour réaliser l'évaluation de la situation existante visée à l'article 4, § 2, 1^o ou 2^o, de l'arrêté, les données d'un certificat établi au préalable, lorsqu'il dispose d'une copie du certificat ou de ses références.

§ 2. L'audit de type 2 contient et aborde comme suit les aspects visés à l'article 4, § 2, 1^o à 4^o, de l'arrêté :

1^o l'évaluation de la situation visée à l'article 4, § 2, 1^o ou 2^o, de l'arrêté, qui porte sur la performance énergétique de l'enveloppe du logement;

2^o les évaluations chiffrées des améliorations visées à l'article 4, § 2, 3^o et 4^o, de l'arrêté, qui sont basées sur la situation de l'enveloppe du logement visée à l'article 4, § 2, 1^o ou 2^o, de l'arrêté.

L'évaluation visée à l'article 4, § 2, 1^o ou 2^o, de l'arrêté contient un descriptif portant sur les parois déterminant le volume protégé et leurs modifications éventuelles.

§ 3. Le rapport d'audit de type 2 contient, le cas échéant, la référence du certificat visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

Art. 4. § 1^{er}. L'audit énergétique d'un immeuble à appartements ou d'un immeuble d'hébergement collectif est dénommé « audit de type 3 » lorsque l'immeuble ne dispose pas d'une installation principale de chauffage collective.

§ 2. L'audit de type 3 contient et aborde comme suit les aspects visés à l'article 4, § 2, 1^o à 4^o, de l'arrêté :

1^o l'évaluation de la situation visée à l'article 4, § 2, 1^o ou 2^o, de l'arrêté, qui porte sur la performance énergétique de l'enveloppe de l'immeuble;

2^o les évaluations chiffrées des améliorations visées à l'article 4, § 2, 3^o et 4^o, de l'arrêté, qui sont basées sur la situation de l'enveloppe de l'immeuble visée à l'article 4, § 2, 1^o ou 2^o, de l'arrêté.

L'évaluation visée à l'article 4, § 2, 1^o ou 2^o, de l'arrêté contient un descriptif portant sur les parois déterminant le volume protégé de l'immeuble et leurs modifications éventuelles.

Art. 5. § 1^{er}. L'audit énergétique d'un immeuble à appartements ou d'un immeuble d'hébergement collectif est dénommé « audit de type 4 » lorsque l'installation principale de chauffage de l'immeuble est collective.

§ 2. L'audit de type 4 contient et aborde comme suit les aspects visés à l'article 4, § 2, 1^o à 4^o, de l'arrêté :

1^o l'évaluation de la situation visée à l'article 4, § 2, 1^o ou 2^o, de l'arrêté, qui porte sur la performance énergétique globale de l'immeuble;

2^o les évaluations chiffrées des améliorations visées à l'article 4, § 2, 3^o et 4^o, de l'arrêté, qui sont basées sur la situation globale de l'immeuble visée à l'article 4, § 2, 1^o ou 2^o, de l'arrêté.

L'évaluation visée à l'article 4, § 2, 1^o ou 2^o, de l'arrêté contient un descriptif portant sur les éléments suivants :

- a) les parois déterminant le volume protégé et leurs modifications éventuelles;
- b) les systèmes de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire et de ventilation hygiénique, ainsi que leurs vecteurs énergétiques;
- c) les systèmes faisant appel à des sources d'énergie renouvelable.

Art. 6. Toute candidature d'agrément visée aux articles 8 et 22 de l'arrêté, ainsi que toute communication visée aux articles 14, alinéa 1^{er} et 15, alinéa 2 du même arrêté sont valablement réceptionnées, analysées et traitées par l'inspecteur général de l'administration, qui effectue toute notification y relative.

Les supports de formation visés aux articles 11, alinéa 2, et 17, alinéa 3, de l'arrêté sont établis et mis à disposition par l'inspecteur général.

L'inspecteur général organise valablement toute session complémentaire de formation visée à l'article 17, alinéa 4, de l'arrêté, ainsi que les formations de formateurs visées aux articles 21, 2^o, c) et 33, alinéa 2, 3^o, du même arrêté.

Toute communication visée à l'article 20 de l'arrêté est valablement adressée à l'inspecteur général.

L'inspecteur général effectue et procède à l'instruction des contrôles visés aux articles 25 et 30 de l'arrêté.

Art. 7. Les articles 3 et 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement sont abrogés à la date de la signature du présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juillet 2013.

Namur, le 15 juillet 2013.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/205955]

15. JULI 2013 — Ministerialerlass zur Bestimmung der verschiedenen Kategorien von Energieaudits, die in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit erwähnt werden

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,

Aufgrund des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionale Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und des öffentlichen Dienstes, Artikel 36bis;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung, Artikel 4, § 3, Artikel 5 § 2 Abs. 2, und Artikel 32 Abs. 1;

Aufgrund des am 3. Mai 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Juni 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 53.394/4 des Staatsrats;

Beschließt:

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter "Erlass" den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. November 2012 über das Energieaudit einer Wohnung.

Art. 2 - § 1. Das Energieaudit einer Wohnung, in der jede der Hauptheizungsanlagen und Hauptbrauchwasserbereitungsanlagen eine individuelle Anlage ist, wird "Audit des Typs 1" genannt.

Zur Bewertung der bestehenden Lage gemäß Artikel 4, § 2, 1° oder 2°, des Erlasses, importiert der Auditor die Daten eines vorher erstellten Ausweises, wenn er über die Kopie des Ausweises oder seine Referenzen verfügt.

Ist die Wohnung ein Einfamilienhaus oder ein Appartement, und sind die eventuellen photovoltaischen Anlagen oder Anlagen zur hygienischen Belüftung individuelle Anlagen, erstellt der Auditor den Ausweis der Wohnung, und benutzt dann diesen Ausweis um die in Artikel 4, § 2, 1° oder 2° des Erlasses genannte Bewertung durchzuführen.

§ 2. Das Audit des Typs 1 umfasst und behandelt die in Artikel 4, § 2, 1° bis 4° des Erlasses genannten Aspekte wie folgt:

1° Bewertung der in Artikel 4, § 2, 1° oder 2°, des Erlasses genannten Lage, die die Gesamtenergieeffizienz der Wohnung betrifft;

2° die in Artikel 4, § 2, 3° und 4°, des Erlasses genannten Bewertungen in Zahlen der Verbesserungen, die auf der in Artikel 4, § 2, 1° oder 2°, des Erlasses genannten Lage der Wohnung basieren.

Die in Artikel 4, § 2, 1° oder 2°, des Erlasses genannte Bewertung umfasst eine Beschreibung, die folgende Elemente betrifft:

- a) die Wände, die das geschützte Volumen bestimmen, und deren eventuelle Änderungen;
- b) die Anlagen zur Heizung, Brauchwasserbereitung und hygienischen Belüftung, sowie ihre Energieträger;
- c) die Anlagen, die erneuerbare Energiequellen benutzen.

§ 3. Der Bericht eines Audits des Typs 1 umfasst gegebenenfalls die Referenz des in § 1, Abs. 2 genannten Ausweises.

Art. 3 - § 1. Das Energieaudit eines Appartements, in dem die Hauptheizungsanlagen oder Hauptbrauchwasserbereitungsanlagen kollektive Anlagen sind, wird "Audit des Typs 2" genannt.

Zur Bewertung der bestehenden Lage gemäß Artikel 4, § 2, 1° oder 2°, des Erlasses, importiert der Auditor die Daten eines vorher erstellten Ausweises, wenn er über die Kopie des Ausweises oder seine Referenzen verfügt.

§ 2. Das Audit des Typs 2 umfasst und behandelt die in Artikel 4, § 2, 1° bis 4° des Erlasses genannten Aspekte wie folgt:

1° Bewertung der in Artikel 4, § 2, 1° oder 2°, des Erlasses genannten Lage, die die Energieeffizienz der Außenhülle der Wohnung betrifft;

2° die in Artikel 4, § 2, 3° und 4°, des Erlasses genannten Bewertungen in Zahlen der Verbesserungen, die auf der in Artikel 4, § 2, 1° oder 2°, des Erlasses genannten Lage der Außenhülle der Wohnung basieren.

Die in Artikel 4, § 2, 1° oder 2°, des Erlasses genannte Bewertung umfasst eine Beschreibung, die die Wände betrifft, die das geschützte Volumen bestimmen, sowie ihre eventuellen Änderungen.

§ 3. Der Bericht eines Audits des Typs 2 umfasst gegebenenfalls die Referenz des in § 1, Abs. 2 genannten Ausweises.

Art. 4 - § 1. Das Energieaudit eines Appartementgebäudes oder eines Gemeinschaftswohn- und Beherbergungsgebäudes wird "Audit des Typs 3" genannt, wenn das Gebäude nicht über eine kollektive Hauptheizungsanlage verfügt.

§ 2. Das Audit des Typs 3 umfasst und behandelt die in Artikel 4, § 2, 1° bis 4° des Erlasses genannten Aspekte wie folgt:

1° Bewertung der in Artikel 4, § 2, 1° oder 2°, des Erlasses genannten Lage, die die Energieeffizienz der Außenhülle des Gebäudes betrifft;

2° die in Artikel 4, § 2, 3° und 4°, des Erlasses genannten Bewertungen in Zahlen der Verbesserungen, die auf der in Artikel 4, § 2, 1° oder 2°, des Erlasses genannten Lage der Außenhülle des Gebäudes basieren.

Die in Artikel 4, § 2, 1° oder 2°, des Erlasses genannte Bewertung umfasst eine Beschreibung, die die Wände betrifft, die das geschützte Volumen des Gebäudes bestimmen, sowie ihre eventuellen Änderungen.

Art. 5 - § 1. Das Energieaudit eines Appartementgebäudes oder eines Gemeinschaftswohn- und Beherbergungsgebäudes wird "Audit des Typs 4" genannt, wenn die Hauptheizungsanlage des Gebäudes eine kollektive Anlage ist.

§ 2. Das Audit des Typs 4 umfasst und behandelt die in Artikel 4, § 2, 1° bis 4° des Erlasses genannten Aspekte wie folgt:

1° Bewertung der in Artikel 4, § 2, 1° oder 2°, des Erlasses genannten Lage, die die Gesamtenergieeffizienz des Gebäudes betrifft;

2° die in Artikel 4, § 2, 3° und 4°, des Erlasses genannten Bewertungen in Zahlen der Verbesserungen, die auf der in Artikel 4, § 2, 1° oder 2°, des Erlasses genannten Gesamtlage des Gebäudes basieren.

Die in Artikel 4, § 2, 1° oder 2°, des Erlasses genannte Bewertung umfasst eine Beschreibung, die folgende Elemente betrifft:

- a) die Wände, die das geschützte Volumen bestimmen, und deren eventuelle Änderungen;

b) die Anlagen zur Heizung, Brauchwasserbereitung und hygienischen Belüftung, sowie ihre Energieträger;

c) die Anlagen, die erneuerbare Energiequellen benutzen.

Art. 6 - Jede Bewerbung um eine Zulassung, im Sinne der Artikel 8 und 22 des Erlasses, sowie jede Mitteilung im Sinne von Artikel 14 Abs. 1 und Artikel 15 Abs. 2 desselben Erlasses werden vom Generalinspektor der Verwaltung auf gültige Weise entgegengenommen, untersucht und behandelt; der Generalinspektor nimmt jede diesbezügliche Mitteilung vor.

Die Ausbildungshilfsmittel im Sinne von Artikel 11 Abs. 2 und Artikel 17 Abs. 3 des Erlasses werden vom Generalinspektor erstellt und zur Verfügung gestellt.

Der Generalinspektor organisiert auf gültige Weise jeden zusätzlichen Fort- und Weiterbildungslehrgang im Sinne von Artikel 17 Abs. 4 des Erlasses sowie die Ausbildungen für Ausbilder im Sinne von Artikel 21, 2^o, c) und Artikel 33, Abs. 2, 3^o desselben Erlasses.

Jede Mitteilung im Sinne von Artikel 20 des Erlasses wird auf gültige Weise an den Generalinspektor gerichtet.

Die Kontrollen im Sinne der Artikel 25 und 30 des Erlasses werden vom Generalinspektor durchgeführt und untersucht.

Art. 7 - Die Artikel 3 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens werden am Datum der Unterschrift vorliegenden Erlasses aufgehoben.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am 15. Juli 2013 in Kraft.

Namur, den 15. Juli 2013

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/205955]

15 JULI 2013. — Ministerieel besluit tot bepaling van de verschillende categorieën energie-audit bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

Gelet op het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken, inzonderheid op artikel 36*bis*;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning, inzonderheid op artikel 4, § 3, artikel 5, § 2, tweede lid, en artikel 32, eerste lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 mei 2013;

Gelet op het advies nr. 53.394/4 van de Raad van State, gegeven op 17 juni 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "besluit", het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning.

Art. 2. § 1. De energie-audit van een woning waarvan elke van de hoofdzakelijke verwarmingsinstallaties en installaties voor de productie van sanitair warmwater individueel is, wordt "audit van type 1" genoemd.

Voor de uitvoering van de beoordeling van de bestaande toestand bedoeld in artikel 4, § 2, 1^o of 2^o van het besluit, importeert de auditor de gegevens van een van tevoren opgesteld certificaat, wanneer hij over een afschrift van het certificaat of van de referenties ervan beschikt.

Wanneer de woning een eengezinswoning of een appartement is, en wanneer de eventuele fotovoltaïsche installaties en de hygiënische ventilatie-installaties individueel zijn, stelt de auditeur het certificaat van de woning op en gebruikt het daarna om de in artikel 4, § 2, 1^o of 2^o van het besluit bedoelde beoordeling uit te voeren.

§ 2. De audit van type 1 omvat de in artikel 4, § 2, 1^o tot 4^o van het besluit bedoelde aspecten en behandelt ze als volgt :

1^o de beoordeling van de toestand bedoeld in artikel 4, § 2, 1^o of 2^o, van het besluit die betrekking heeft op de globale energieprestatie van de woning;

2^o de becijferde beoordelingen van de verbeteringen bedoeld in artikel 4, § 2, 3^o en 4^o van het besluit, die gegrond zijn op de toestand van de woning bedoeld in artikel 4, § 2, 1^o of 2^o, van het besluit.

De beoordeling bedoeld in artikel 4, § 2, 1^o of 2^o, van het besluit omvat een omschrijving m.b.t. de volgende elementen :

a) de wanden die het beschermd volume afbakenen en hun eventuele wijzigingen;

b) de verwarmingssystemen, de systemen m.b.t. de productie van sanitair warmwater en de hygiënische ventilatie alsmede hun energievectoren;

c) de systemen die draaien op hernieuwbare energieën.

§ 3. Het verslag van de audit van type 1 omvat, in voorkomend geval, de referentie van het certificaat bedoeld in § 1, tweede lid.

Art. 3. § 1. De energie-audit van een appartement waarvan de hoofdzakelijke verwarmingsinstallaties en installaties voor de productie van sanitair warmwater gezamenlijk zijn, wordt "audit van type 2" genoemd.

Voor de uitvoering van de beoordeling van de bestaande toestand bedoeld in artikel 4, § 2, 1^o of 2^o van het besluit, importeert de auditor de gegevens van een van tevoren opgesteld certificaat, wanneer hij over een afschrift van het certificaat of van de referenties ervan beschikt.

§ 2. De audit van type 2 omvat de in artikel 4, § 2, 1^o tot 4^o van het besluit bedoelde aspecten en behandelt ze als volgt :

1^o de beoordeling van de toestand bedoeld in artikel 4, § 2, 1^o of 2^o, van het besluit die betrekking heeft op de globale energieprestatie van de bouwschil van de woning;

2° de becijferde beoordelingen van de verbeteringen bedoeld in artikel 4, § 2, 3° en 4° van het besluit, die gegrond zijn op de toestand van de bouwschil van de woning bedoeld in artikel 4, § 2, 1° of 2°, van het besluit.

De beoordeling bedoeld in artikel 4, § 2, 1° of 2°, van het besluit omvat een beschrijving m.b.t. de wanden die het beschermd volume afbakenen en hun eventuele wijzigingen.

§ 3. Het verslag van de audit van type 2 omvat, in voorkomend geval, de referentie van het certificaat bedoeld in § 1, tweede lid.

Art. 4. § 1. De energie-audit van een flatgebouw of van een collectief verblijfgebouw wordt genoemd "audit van type 3" wanneer het gebouw niet over een voornaamste collectieve verwarmingsinstallatie.

§ 2. De audit van type 3 omvat de in artikel 4, § 2, 1° tot 4° van het besluit bedoelde aspecten en behandelt ze als volgt:

1° de beoordeling van de toestand bedoeld in artikel 4, § 2, 1° of 2°, van het besluit die betrekking heeft op de globale energieprestatie van de bouwschil van het appartement;

2° de becijferde beoordelingen van de verbeteringen bedoeld in artikel 4, § 2, 3° en 4° van het besluit, die gegrond zijn op de toestand van de bouwschil van het appartement bedoeld in artikel 4, § 2, 1° of 2°, van het besluit.

De beoordeling bedoeld in artikel 4, § 2, 1° of 2°, van het besluit omvat een beschrijving m.b.t. de wanden die het beschermd volume van het appartement afbakenen en hun eventuele wijzigingen.

Art. 5. § 1^{er}. De energie-audit van een flatgebouw of van een collectief verblijfgebouw wordt genoemd "audit van type 4" wanneer de voornaamste verwarmingsinstallatie collectief is.

§ 2. De audit van type 4 omvat de in artikel 4, § 2, 1° tot 4° van het besluit bedoelde aspecten en behandelt ze als volgt:

1° de beoordeling van de toestand bedoeld in artikel 4, § 2, 1° of 2°, van het besluit die betrekking heeft op de globale energieprestatie van het appartement;

2° de becijferde beoordelingen van de verbeteringen bedoeld in artikel 4, § 2, 3° en 4° van het besluit, die gegrond zijn op de globale toestand van het gebouw bedoeld in artikel 4, § 2, 1° of 2°, van het besluit.

De beoordeling bedoeld in artikel 4, § 2, 1° of 2°, van het besluit omvat een beschrijving m.b.t. de volgende elementen:

- a) de wanden die het beschermd volume afbakenen en hun eventuele wijzigingen;
- b) de verwarmingssystemen, de systemen m.b.t. de productie van sanitair warmwater en de hygiënische ventilatie alsmede hun energievectoren;
- c) de systemen die draaien op hernieuwbare energieën.

Art. 6. Elke erkenningskandidatuur bedoeld in de artikelen 8 en 22 van het besluit alsmede elke communicatie bedoeld in de artikelen 14, eerste lid, en 15, tweede lid, van het besluit worden geldig in ontvangst genomen, onderzocht en behandeld door de inspecteur-generaal van het bestuur die elke desbetreffende kennisgeving uitvoert.

De opleidingsdragers bedoeld in de artikelen 11, tweede lid, en 17, derde lid, van het besluit worden door de inspecteur-generaal bepaald en ter beschikking gesteld.

De inspecteur-generaal is belast met de rechtsgeldige organisatie van elke bijkomende opleidings sessie bedoeld in artikel 17, vierde lid, van het besluit, en voor de opleidingen van de opleiders bedoeld in de artikelen 21, 2°, c) en 33, tweede lid, 3°, van hetzelfde besluit.

Elke communicatie bedoeld in artikel 20 van het besluit wordt geldig aan de inspecteur-generaal gericht.

De controles bedoeld in de artikelen 25 en 30 van het besluit worden door de inspecteur-generaal uitgevoerd en onderzocht.

Art. 7. De artikelen 3 en 4 van het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditeurs die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren, worden op de datum van de ondertekening van dit besluit opgeheven.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 15 juli 2013.

Namen, 15 juli 2013.

J.-M. NOLLET

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31748]

5 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises modifiée par les lois du 9 mai 1989, 5 mai et 16 juillet 1993, 5 avril 1995, 4 décembre 1996, 4 mai 1999, 13 juillet 2001, 5 mai et 10 juillet 2003, 2 mars 2004 et 25 avril et 27 mai 2006;

Vu l'ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun de la Région de Bruxelles-Capitale et notamment l'article 18bis

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000, portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, article 5, (1°);

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31748]

5 SEPTEMBER 2013. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de wetten van 9 mei 1989, 5 mei en 16 juli 1993, 5 april 1995, 4 december 1996, 4 mei 1999, 13 juli 2001, 5 mei en 10 juli 2003, 2 maart 2004 en 25 april en 27 mei 2006;

Gelet op de ordonnantie van 22 november 1990 betreffende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en in het bijzonder op artikel 18bis

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, artikel 5, (1°);